



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St./ 11 rue, Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Scientific, Medical and Photographic Division /
Division de l'équipement scientifique, des produits
photographiques et pharmaceutiques

11 Laurier St./ 11 rue, Laurier

6B1, Place du Portage

Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet JOINT CBRN GEN. SERVICE RESPIRATOR	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-155141/C	Amendment No. - N° modif. 022
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-155141	Date 2016-10-11
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PV-867-71135	
File No. - N° de dossier pv896.W8476-155141	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-10-31	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Beach, Isabelle	Buyer Id - Id de l'acheteur pv896
Telephone No. - N° de téléphone (613) 867-0709 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-3814
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TPSGC
RSG CBRN I – Demande de proposition (DP), Modification 022

Cette modification sert à mettre à jour la DP pour le RESPIRATEUR DE SERVICE GÉNÉRAL CBRN INTERARMÉES, N° de l'invitation W8476-155141/C, en date du 23 Juin 2016

QUESTION 156 :

Modification 19

Pour permettre la traduction des bons documents à temps pour le début de la phase 2D, pouvez-vous définir en quoi consiste au juste la trousse de formation ou, à tout le moins, en indiquer le contenu?

RÉPONSE:

La formation requise à la phase 2D est décrite à l'Appendice FK. Il est question de la formation axée sur les utilisateurs à la section 6.1.1 et aux alinéas s'y rapportant. La formation axée sur les techniciens, quant à elle, est abordée à la section 6.1.2 et aux alinéas s'y rapportant.

QUESTION 157 :

Modification 19

Pouvez-vous confirmer que la formation requise au moment de l'évaluation des soumissions et de l'exécution du contrat peut être effectué par des personnes différentes?

RÉPONSE:

Le Canada confirme que la formation requise au moment de l'évaluation des soumissions et de l'exécution du contrat peut être donnée par des personnes différentes.

QUESTION 158 :

n/a

Le gouvernement du Canada continue d'émettre des modifications à la demande de soumissions afin de donner suite aux questions posées sur celle-ci et son contenu technique. Visiblement, les réponses que le gouvernement donne aux questions suscitent d'autres questions. Or, les précisions apportées à la suite de ces questions et des questions qui en découlent rendent difficiles le suivi et la compréhension des éléments qui sont actuellement valables, qui ont été modifiés et qui demeurent tels quels. Les entreprises ont des systèmes commerciaux/militaires qu'elles veulent proposer pour ce projet, et toutes ces modifications ne cessent d'occasionner des changements dans leur documentation sur les produits qu'elles entendent offrir. De plus, comme les modifications et les corrections continuent de s'accumuler, les entreprises doivent encore apporter des changements, les valider et procéder à d'autres essais.

Nous savons que le Canada voulait au départ acquérir des solutions commerciales/militaires standards. Or, vu le nombre d'exigences et de modifications qui ont été émises, les produits commerciaux/militaires existants ne satisferont pas en tous points à la longue liste d'exigences en matière de performance du gouvernement. Les entreprises s'emploient donc à limiter les changements et les ajustements à leurs systèmes commerciaux/militaires, de manière à tenir compte du maximum de données. Comme cette demande de soumissions ne devrait pas servir de prétexte au financement d'un programme de recherche

et de développement par l'industrie, la performance des systèmes commerciaux/militaires devrait demeurer prioritaire. Il devient évident que bon nombre des données existantes sur les systèmes commerciaux/militaires créés selon les normes militaires actuelles ne sont pas pertinentes en raison de la divergence de ces normes par rapport à celles du gouvernement du Canada. Tout cela nous oblige à procéder à des examens, à des évaluations, à des corrections et à la documentation des résultats qui nécessitent des efforts supplémentaires.

L'une des exigences importantes de cette demande de soumissions porte sur les retombées industrielles et technologiques (RIT). Les systèmes commerciaux/militaires standards comportent des chaînes d'approvisionnement bien établies qui ont été mises en place pour répondre aux besoins des clients existants ou pour attirer des clients par le positionnement concurrentiel du système. Or, la documentation des changements apportés aux fournisseurs de la chaîne d'approvisionnement existante, dans le but de répondre de façon optimale aux exigences relatives aux RIT canadiennes, s'avère difficile et requiert plus de temps pour faire en sorte que les systèmes commerciaux/militaires visés par la soumission soient concurrentiels dans une mesure adéquate. Les plateformes commerciales/militaires existantes ont un contenu qui n'est essentiellement pas canadien. Nous devons donc changer beaucoup de choses pour passer au crible des fournisseurs canadiens et leur confier des éléments adéquats de ces systèmes commerciaux/militaires, et ce, d'une manière qui satisfait le mieux aux exigences relatives aux RIT. S'il donnait plus de temps aux soumissionnaires, le Canada s'assurerait d'obtenir les meilleurs programmes de RIT découlant des systèmes commerciaux/militaires.

Nous demandons donc que la date de clôture soit repoussée au 12 décembre.

RÉPONSE:

Le Canada accepte que des modifications à la DP puissent avoir causé des problèmes pour les soumissionnaires, mais après examen des modifications publiées à ce jour, le Canada est d'avis qu'il serait inutile de repousser encore une fois la date de clôture de la demande de propositions. En ce qui a trait en outre aux RIT, le Canada estime que, vu les 130 jours qui leur ont été accordés pour l'élaboration de leurs soumissions, les soumissionnaires ont eu assez de temps pour se préparer en vue du volet de leur soumission concernant les RIT.

Il est à noter que le prolongement de la durée de la demande de propositions a déjà nécessité la réorganisation totale des participants aux essais lors de l'évaluation des soumissions. À cela s'ajoute l'obligation de fournir en permanence un soutien à différents intervenants (notamment le Conseil national de recherches du Canada, le Centre d'essais techniques de la qualité, Recherche et développement pour la défense Canada et le Collège militaire royal du Canada), si bien que le projet RSG CBRN I ne peut plus se permettre d'autres retards.
